

D 934 GUATEMALA: TÉMOIGNAGE D'UN MEMBRE  
DES PATROUILLES CIVILES

Installé en août 1983 par coup d'Etat (cf. DIAL D 877), le gouvernement du général Mejía annonçait en janvier dernier la tenue d'élections constituintes pour le 1er juillet 1984. On se demande si la chose est possible dans le climat de violence politique qui est celui du Guatemala. Si un certain répit en ce domaine s'était fait jour l'année dernière, la situation semble à nouveau empirer. En ce qui concerne la situation rurale, un nouveau massacre de paysans - une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants - a été perpétré par l'armée le 15 février 1984 à Santiago Ixcán, dans le nord du Quiché. Fait nouveau, ce massacre a été celui de membres des "patrouilles civiles" créées précisément par les militaires comme force d'appoint à la campagne. Nous avons donné un témoignage indirect sur ces patrouilles civiles (cf. DIAL D 859). Aujourd'hui nous donnons la parole à un paysan membre d'une telle patrouille. Le lecteur y apprendra comment les paysans sont contraints de tuer d'autres paysans. L'interview est tirée du bulletin "Noticias de Guatemala" de mars 1984. Pour des raisons évidentes, les noms de personnes et de lieux ne sont pas détaillés.

Note DIAL

Interview d'un paysan indien du Quiché  
enrôlé de force dans les patrouilles civiles

Question - Que pouvez-vous nous dire sur les opérations de répression menées dans la région?

Réponse - C'est une très longue histoire. Nous ne savons pas et nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement s'est mis à nous brutaliser, pourquoi il a envoyé l'armée pour nous réprimer, pour nous terroriser. Nous faisons partie d'une association religieuse, ici même. L'armée se mettait parfois à nous tirer dessus, elle venait avec ses mitraillettes et elle tirait des rafales partout. Cela nous a terrorisés. C'est comme ce qu'on a vécu pendant un certain temps, mais après on s'est sauvé parce qu'on avait peur. Ils pénétraient dans les maisons. Quand ils n'y trouvaient personne, ils mettaient le feu, ils volaient tout ce qu'ils trouvaient. Nous, on ne comprenait pas pourquoi ils faisaient ça et on a eu très peur. Alors dès qu'on a vu les militaires, on s'est sauvé avec les femmes et les enfants et on est allé se cacher dans la montagne. Mais les enfants se mettaient à pleurer parce qu'ils avaient faim et soif. Quand les militaires nous ont trouvés, il y a eu de grands massacres. Moi, j'ai senti passer deux ou trois

rafales près de ma tête et j'ai failli mourir. Je m'étais sauvé avec ma famille: ma femme et mes enfants. Quand les militaires nous ont vus, ils ont commencé à nous tirer dessus. C'est une chance que les miens n'ont rien eu. Mais beaucoup de nos frères (1), surtout des femmes, des enfants et des vieillards qui ne pouvaient pas courir, sont tombés sous les balles des militaires.

Q. - Est-ce que vous connaissez des cas tout récents?

R. - Il y a un cas récent: le 13 janvier 1984. L'armée est arrivée au village de Zacualpa, par le côté de l'école; elle nous a rassemblés, tous ceux des patrouilles civiles. Alors les militaires nous ont dit pourquoi ils nous avaient rassemblés. Ils en ont désigné sept parmi nous tous et ils ont obligé ces sept-là à tuer les gens ou à coups de bâton ou à coups de machette: "Si vous les tuez pas, qu'ils ont dit, c'est parce que vous êtes avec eux qui sont des guérilleros, c'est parce que vous êtes entre vous". En fait nous les connaissons bien, nous savons que ce sont nos frères, nos compatriotes, et que pour certains on est de la religion. C'est pour ça qu'on en souffre, qu'on ne peut pas continuer à tuer des gens de chez nous.

Après ça, les militaires sont allés dans un autre secteur. Là aussi ils ont rassemblé la patrouille civile. Ils ont même fait venir d'autres patrouilles civiles des autres communes de Joyabaj. Ils mettaient ensemble un homme d'une patrouille civile et un voisin d'une autre commune. Ensuite ils en ont désigné certains, ils ont choisi sept hommes, sept frères. Et ça a été la même chose que dans le secteur de Zacualpa. Ils nous ont dit de tuer ces gens-là. Si on ne les tue pas, ils nous accusent d'être des guérilleros, et ils nous tuent à coups de mitraillette. On est obligé de faire ça. On sait bien que c'est de la sauvagerie. Mais on est obligé pour avoir la vie sauve. C'est le gouvernement, c'est l'armée qui nous obligent à nous tuer les uns les autres. Et dans ces cas-là, personne n'en sait rien, les nouvelles n'en parlent pas, les informations ne disent jamais que des gens des villages ont été tués.

Ce même 13 janvier, ils ont été encore dans un autre secteur. Et là, pareil. Il y avait d'autres hommes qui allaient aussi avec l'armée: des gens du coin, mais qui sont avec les militaires, et c'est eux qui dénoncent les gens. Les militaires ont choisi trois autres frères du secteur, et ils ont fait la même chose qu'ailleurs.

En réalité, ce qui nous arrive, on ne le supporte plus. On est des paysans. Pour ne pas être assassinés par l'armée on a été obligés d'entrer dans les patrouilles civiles. Mais on constate que c'est pas parce qu'on est dans les patrouilles civiles que les militaires arrêtent de nous tuer. C'est même plus facile pour eux puisqu'on est entre leurs mains (2).

Q. - Pouvez-vous nous dire comment l'armée fait pour vous rassembler?

R. - D'abord ils nous appellent au klaxon, à la sirène d'alarme. On sait alors qu'on doit se rassembler et on se rend aux endroits prévus. Quand on arrive, l'armée est déjà là. Les militaires nous disent: Mettez-vous en rang. Puis ils désignent et tuent qui bon leur semble. C'est bien triste,

---

(1) Le mot "frère" est ici pris au sens large (NdT).

(2) C'est ce qui est arrivé à Santiago Ixcán le 15 février 1984. Voir l'introduction de ce document (NdT).

bien douloureux, de voir mourir les gens de chez nous. Maintenant ils ne tuent plus que les grandes personnes, alors qu'au début ils tuaient aussi les enfants et les femmes enceintes. Voilà le genre de répression que l'ennemi a fait. Pour moi, c'est des ennemis puisqu'ils nous tuent, quand bien même ils nous disent: "Les autorités, c'est nous!" Voilà ce que je peux dire sur les derniers massacres.

Q. - Mais avant ces derniers massacres, vous en avez vu d'autres?

R. - Bon. En réalité j'en ai vu beaucoup d'autres depuis quatre ans que l'armée a commencé les massacres. J'en ai vu plusieurs dans d'autres communes. Moi je suis frère d'une église religieuse et je vais des fois dans d'autres communes pour prêcher la parole de Dieu. C'est comme ça que j'ai vu bien des choses. Je me rappelle quand le premier massacre fait par l'armée a commencé. C'était le 28 juillet 1980. L'armée est arrivée dans la montagne par un endroit que nous appelons Chinique pour venir jusque dans notre secteur. Cette fois-là l'armée a tué 35 habitants, y compris des femmes et des enfants. Elle les a d'abord rassemblés au même endroit, puis elle les a abattus à la mitraillette, après elle les a brûlés et pour finir elle a incendié les maisons. Un autre massacre a eu lieu le 18 mai 1981, dans un endroit qui s'appelle San Antonio, et cette fois-là l'armée a tué 65 paysans. Un autre a eu lieu dans le canton de Chimazat, en mars 82. Je me rappelle pas exactement la date mais c'était en 1982. Dans ce massacre fait par l'armée, 17 habitants ont été tués, des vieillards et des femmes qui n'arrivaient plus à marcher, des grandes personnes, des gens malades.

Un autre a eu lieu à Chinatzé, le 18 mai 1982. Pour ce massacre, l'armée a fait venir toute la patrouille civile de Capuchinas, dans la commune de Chiché de Chinique. Tous les militaires sont venus avec et ils ont encerclé le village à 5 H du matin. Toute la population s'est mise à courir pour se cacher dans la montagne, mais les soldats leur ont couru après et les ont tués. Il y a eu 77 morts, avec enfants, vieillards et femmes. Ils ont aussi mis le feu à quinze maisons. En 1982, ça devait être au mois d'octobre puisque les gens étaient en train de faire la récolte et d'égrener le maïs, l'armée est arrivée et a fait un massacre à un endroit appelé El Tablón, près d'un endroit appelé Piedras Blancas, à la limite communale de Joyabaj. Environ 65 frères ont été tués là, à cette date.

Je vais vous raconter ce qui est arrivé à Joyabaj et que j'ai vu aussi. J'étais dans ce coin-là en train de prêcher, avec les frères, quand l'armée et les patrouilles civiles de la région ont massacré la population. J'ai vu aussi, il y a deux ans, un massacre à l'endroit appelé Patzulá, près d'une rivière. L'armée est arrivée avec les patrouilles civiles et ils ont commencé la rafle. Ils sont arrivés dans les maisons mais ils ont trouvé personne. Les gens étaient partis se cacher. Alors ils se sont mis à brûler, à casser tout ce qui se trouvait dans les maisons. Cette fois-là, à mon grand étonnement, j'ai même vu que l'armée cassait les meules à moudre le grain, ce qui est une des seules choses que le pauvre a ici pour pouvoir moudre son maïs et faire les tortillas. Mais voilà que le 14 janvier 1982, au même endroit, les enfants se sont mis à pleurer au moment où l'armée passait. Les gens s'étaient cachés derrière les broussailles épaisses pour avoir la vie sauve. Quand les soldats ont entendu les enfants pleurer, ils ont commencé à fouiller partout, ils les ont trouvés et ils les ont tués. Ce jour-là ils ont tué 35 frères ou membres de la communauté, dont sept hommes, le reste étant des enfants, des femmes et des vieillards.

Q. - Dans les patrouilles civiles qu'est-ce qu'on vous oblige à faire, en plus de ce que vous avez raconté?

R. - Ce qu'ils font de nous quand on est embrigadé dans les patrouilles civiles? Ils nous obligent à faire des routes carrossables, en les arrangeant et en les élargissant. Dans la montagne l'armée nous a obligés à abattre tous les arbres. Dans certains endroits ils y sont arrivés avec les patrouilles civiles, et c'est comme ça qu'ils ont nettoyé une partie de la montagne et que ces endroits-là sont complètement rasés. Dans d'autres endroits ils n'ont pas réussi. Nous, on s'y est opposé parce qu'on sait qu'il n'y a pas beaucoup d'arbres dans la région. Il y a des grands arbres qui ont beaucoup d'années. A dire vrai, des arbres qu'on ne sait pas combien d'années ils ont. Quand je suis né, ils existaient déjà. Et maintenant l'armée nous oblige à les abattre.

Ils nous obligent à ouvrir des routes. A cet endroit-là on a fait une route pour aller à la commune voisine. On a tracé le chemin, on a fait la route, on a fait des talus et des fossés, mais ensuite les voitures n'y ont pas passé. Sauf que quand l'armée a organisé les patrouilles civiles, elle nous a obligés à faire cette route et à l'entretenir. C'est comme ça qu'on a été obligés de faire une vingtaine de kilomètres de route. Celui qui veut pas faire ce travail, ils disent que c'est un guérillero; ils le punissent ou ils le tuent.

L'armée a aussi obligé les détachements de patrouilles civiles à faire là des tranchées, des trous bien profonds. Celui qui ne veut pas y travailler, ils le prennent, ils le mettent dans un trou, ils l'enferment dedans une nuit ou bien deux ou trois jours, comme punition pour sa désobéissance aux ordres donnés par les soldats ou par le chef de la patrouille civile.

Q. - Aujourd'hui, à quoi servent ces routes-là?

R. - Ils disent que les routes vont servir à aller chercher les produits de la campagne. Mais ici nous n'avons pas de produits, seulement du maïs. Des fois on va travailler sur la côte sud. Mais ils disent que c'est pour aller chercher le bois, que c'est pour notre bien qu'on va se servir de la route. En réalité, on voit bien que les routes c'est à eux qu'elles servent, puisqu'ils arrivent en voitures, en camionnettes. On s'aperçoit à tout moment que l'armée est par là, qu'elle est près des détachements de patrouilles civiles. Et c'est eux qui font les massacres, comme ça c'est passé il n'y a pas longtemps. Ils sont arrivés en voiture, en trois groupes de 35 hommes chacun. Comme vous le voyez, les routes servent à l'armée pour venir nous tuer chez nous. Voilà ce qu'ils font et ils ne nous paient pas un centime; le travail est gratis. On doit même apporter nos tortillas quand on va travailler aux routes et aux travaux auxquels ils nous forcent. Ils nous obligent à emmener des pieux au village, des perches, sans qu'on sache bien à quoi ça sert. En fait ils ont commencé à dresser une palissade autour du village où ils sont cantonnés. C'est pour ça qu'on apporte des pieux, mais chacun de nous doit en transporter au moins une demi-douzaine pour qu'il y en ait assez pour clôturer.

Voilà ce qu'ils ont fait avec nous. En réalité, nous n'en pouvons plus. Mais comme je vous le dis, savoir que vous êtes avec nous, qu'on peut vous raconter tout ça, c'est au moins un soulagement de toutes nos peines parce qu'ici personne ne nous aide, personne ne nous protège. Quand on vient chez nous c'est pour nous tuer.

Q. - Est-ce que vous avez quelque chose à ajouter?

R. - Ce que je voudrais demander à tous les peuples du monde pour notre peuple, c'est de nous aider dans notre souffrance. Dénoncez ce que les gouvernements font de nous. Les gouvernements qui nous ont fait le plus de mal c'est ceux de Lucas Garcia, de Rios Montt et, aujourd'hui, de Mejía Victores. C'est des gouvernements militaires, c'est des généraux, c'est des gens qui nous tuent comme si on n'était pas des personnes humaines. Alors je demande au monde entier de nous aider en dénonçant cette situation. Nous sommes des personnes humaines, nous sommes des pauvres et nous avons le droit d'être aidés. Nous n'en pouvons plus. Ah, si ma voix pouvait arriver aux oreilles du monde entier! C'est pas seulement la mienne, c'est la voix de tout un peuple. Je suis ici comme le porte-parole de mon peuple, des gens de ma terre qui ont tout subi de la part de ces mauvais gouvernements. C'est des gouvernements menteurs: ils disent qu'ils aident le peuple, mais c'est tout des mensonges. Ils ne nous ont jamais aidés. Ils nous obligent à tuer. Nous ne faisons pas autre chose que de protéger nos vies pour qu'ils ne nous tuent pas tous. Quel que soit le gouvernement à venir, il est mauvais puisque c'est pas un gouvernement du peuple. Les élections (3) c'est eux qui les préparent alors qu'ils sont les assassins du peuple. Les élections, c'est des menteries.

---

(3) Les élections prévues en juillet 1984 (NdT).

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441